

Cinq scénarios pour l'avenir alimentaire de la planète en 2050

Les solutions pour nourrir de façon saine et durable tous les habitants de la Terre s'amenuisent de plus en plus, s'alarment les directeurs de deux grands organismes de recherche agronomique

Par MICHEL EDDI et PHILIPPE MAUGUIN

Tous les feux clignent à l'orange pour l'avenir de notre planète. Le scénario du pire ne peut plus être écarté, et la responsabilité des scientifiques est grande pour aider à construire des trajectoires de développement qui préservent notre avenir commun. Comment nourrir de façon saine et durable une population de près de 10 milliards de personnes en 2050 sans étendre les surfaces agricoles mondiales, tout en respectant simultanément les objectifs d'atténuation du changement climatique et de protection de la biodiversité ?

Pour répondre à cette question et éclairer les décideurs, le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) et l'Institut national de la recherche agronomique (INRA) ont conduit durant quatre ans une démarche prospective avec une centaine d'experts pour construire, à partir de faits avérés, cinq scénarios d'évolution possible des usages des terres dont les conséquences ont été évaluées pour quatorze régions du monde. Ils nous font découvrir des futurs menaçants mais dessinent aussi une voie étroite et praticable vers la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour tous dans un environnement préservé.

Le premier scénario, intitulé « Des usages des terres pilotés par la métropolisation », est le prolongement des tendances à l'œuvre. Dans un contexte de développement porté par les forces du marché, la population vivant dans des mégapoles consomme de plus en

plus de produits transformés et de viande issus d'une agriculture intensive en ressources. Peu d'efforts sont faits pour atténuer le changement climatique, car on imagine qu'une solution sera un jour trouvée pour contrer ses effets. En 2050, la sécurité nutritionnelle est dégradée (surpoids, obésité, maladies liées à l'alimentation), les ressources naturelles sont détériorées et les inégalités économiques et spatiales accrues.

Dans le deuxième scénario, « Des usages des terres pour des systèmes alimentaires régionaux », des accords limitent les échanges entre grandes régions du monde ; le développement de villes moyennes est lié à celui des zones rurales et mène à l'émergence de systèmes alimentaires fondés sur une agriculture familiale et des régimes alimentaires traditionnels. Les gains pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle se font au prix d'une expansion significative des superficies agricoles mondiales et au détriment de la biodiversité.

Le troisième, « Des usages des terres pour des ménages pluriactifs et mobiles », dépeint, dans un contexte de mobilité forte entre zones rurales et urbaines et de développement d'acteurs non étatiques, la mise en place de régimes alimentaires basés à la fois sur des filières traditionnelles et modernes, des fermes familiales et des coopératives. En 2050, la sous-nutrition a diminué, mais, en l'absence de cadre régulateur, la malnutrition et la sur-nutrition demeurent.

UN BASCULEMENT RADICAL

Les deux derniers scénarios impliquent des ruptures importantes avec les tendances actuelles.

Le quatrième, « Des usages des terres pour des régimes alimentaires sains et de qualité », présuppose que le coût croissant de la malnutrition entraînera un basculement radical vers des régimes alimentaires sains grâce à des politiques publiques fortes et à une coopération entre producteurs et entreprises agroalimentaires, société civile et gouvernements.

Enfin, le cinquième scénario, « Des usages des terres pour des communautés rurales dans un monde fragmenté », décrit comment des crises récurrentes génèrent une forte extension des surfaces agricoles au détriment des forêts, avec des effets contrastés au sein de chaque pays : effondrement des rendements et insécurité alimentaire d'un côté, développement de petites villes et de communautés rurales qui mutualisent la gestion des terres agricoles pour garantir leur sécurité alimentaire de l'autre.

Seul le quatrième scénario, « Des usages des terres pour des régimes alimentaires sains et

de qualité », permettrait à la fois de limiter l'expansion des superficies agricoles et de réduire les maux de la surnutrition et de la sous-nutrition au niveau mondial. Les objectifs de changement climatique et de sécurité alimentaire doivent être constamment ajustés.

Nous devons fortement réviser nos rationalités politiques, financières et scientifiques, et mobiliser gouvernements, entreprises, producteurs et consommateurs, institutions internationales et de recherche pour atteindre les objectifs d'un développement durable.

Notre consommation de fruits, de légumes, de légumineuses, de céréales diversifiées doit augmenter au détriment de celle d'huiles, de sucres et de produits animaux (avec des variations selon les régions du monde). Les pratiques agricoles réduisant les émissions de gaz à effet de serre et basées sur les fonctionnalités agroécologiques doivent être massivement adoptées, ainsi que des politiques de développement et d'aménagement favorables à l'intensification des relations entre les zones rurales et urbaines. L'interdépendance des problèmes à traiter et l'impact environnemental planétaire nous obligent à penser un monde global et à un projet commun, mais les stratégies et politiques intersectorielles doivent également être envisagées à l'échelle régionale, nationale et territoriale pour tenir compte des spécificités de ces échelons.

Ces cinq scénarios peuvent être adaptés aux conditions spécifiques des pays et aider les décideurs à identifier des leviers d'action qui leur permettront d'effectuer les transformations indispensables dans les usages des terres pour préserver l'environnement, atténuer le changement climatique, garantir aux populations une alimentation saine et favoriser un développement rural plus inclusif. Pour y parvenir, la science et l'innovation sont nécessaires.

Partout dans le monde, en s'appuyant sur leurs diversités et leurs spécificités, nos systèmes agricoles et alimentaires doivent devenir beaucoup plus intensifs en savoirs mobilisés plutôt qu'en ressources dégradées. Cette prospective nourrit le dialogue indispensable entre science et société pour stimuler le partage des savoirs et la construction d'un avenir durable pour tous. ■

Michel Eddi est PDG du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad)

Philippe Mauguin est PDG de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA)

**LES OBJECTIFS
DE CHANGEMENT
CLIMATIQUE
ET DE SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE DOIVENT
ÊTRE CONSTAMMENT
AJUSTÉS**